



Déclaration de la FSU au CTSD du 19 mars 2021.

Monsieur le Directeur académique

Ce CTSD se tient alors que la situation sanitaire continue de se dégrader. La décision a été prise hier de confiner notre département, mais sans aménager le temps scolaire. La prise en compte de cette crise sanitaire dans l'Éducation Nationale reste marquée par ses insuffisances et le déni de réalité. Face à l'augmentation du nombre de classes fermées suite à la présence de cas Covid et de ses variants, la réponse du ministère à cette réalité a été d'assouplir les règles de fermeture en cas de présence du variant dit anglais. Plutôt que de prendre réellement en compte la réalité épidémique et de mettre en place des mesures garantissant la sécurité des personnels et des usagers, le ministère fait le choix de casser le thermomètre pour ne pas rendre visible sa gestion irresponsable de la crise.

La FSU demande :

- une communication transparente et régulière des données réelles de la situation épidémique en direction des élus des personnels au CT et au CHSCT,
- le dépistage massif, généralisé et gratuit auprès des élèves comme des personnels par la mise en œuvre d'une campagne de tests salivaires qui aille au delà des annonces médiatiques, de peu d'effet sur le terrain,
- l'accélération de la vaccination des personnels volontaires, et notamment des personnels à risque,
- les mêmes règles de *contact tracing* dans l'éducation nationale que celles édictées par l'ARS,
- la possibilité de l'accueil en demi-jauge partout où les équipes des écoles et des collèges le réclament,
- une augmentation des moyens de vie scolaire et de remplacement à la hauteur des besoins ainsi que des personnels d'entretien et de restauration.

Pour ce qui concerne l'ordre du jour...

Malgré le travail de qualité réalisé par les services de la DOS, avec des DHG en berne et des effectifs qui continuent d'augmenter, le projet présenté par la Direction Académique lors du groupe de travail consacré aux créations et aux suppressions de postes était tristement prévisible.

Pour commencer, nous vous faisons part de notre inquiétude quant à l'état du dialogue social dans les établissements. Nous constatons un durcissement des échanges en Conseil d'Administration entre les élu.e.s des personnels et les chefs d'établissement.

La pénurie de moyens prive les établissements de tout espace de dialogue et de concertation, les décisions des chefs d'établissements étant contraintes par la nécessité d'imposer de manière autoritaire des réformes idéologiques en grande partie motivées par des impératifs budgétaires. Nous vous demandons de veiller à ce que les textes réglementaires régissant le fonctionnement des Conseil d'Administration, et les prérogatives des élus des personnels soient respectés, en vue de faciliter un dialogue social serein et apaisé.

Ce problème de dialogue se retrouve au niveau des instances académiques puisque malgré les demandes réitérées de la FSU nous ne comprenons toujours pas l'incohérence entre les 29 suppressions d'ETP annoncées par Madame la Rectrice et les 1268 heures postes supprimées. Cela correspond à 70.5 ETP supprimés. Nous attendons toujours une explication crédible sur cette incohérence.

À l'issue du GT préparatoire, 61 postes sont supprimés, 16 sont créés. Le solde est donc de -45 postes alors que dans le même temps les effectifs augmentent ! Plus de 260 compléments de services et 276 blocs de moyens provisoires. Les 31 mesures de carte scolaire, ajoutées à celles touchant les collègues des lycées du département vont fortement impacter le mouvement intra-académique et réduire encore les possibilités de mutation des collègues ; d'autant qu'il faut à cela ajouter les suppressions de postes en lycée.

Et que dire de la vague d'HSA qui s'abat sur les établissements ? Alors que les annonces officielles font état d'une augmentation déjà insupportable de +180 HSA à absorber, ce sont en réalité 900 heures supplémentaires imposées dans les établissements ! Ces dernières années, notamment depuis que deux heures supplémentaires sont imposées, les collègues concernés par des compléments de service subissent des situations aberrantes, conséquence de choix politiques détruisant le service public d'éducation : alors qu'il y a suffisamment de classes pour assurer leur service à temps complet au sein de l'établissement, les collègues sont contraints d'aller enseigner dans un autre établissement pendant que leurs collègues absorbent de nombreuses HSA. Ces situations ubuesques détruisent les conditions de travail des enseignants et dégradent de surcroît l'enseignement dispensé aux élèves.

La FSU soutient les mobilisations en cours dans l'académie et ailleurs pour demander l'amélioration des conditions d'exercice, une véritable revalorisation pour tous les personnels, des créations de postes, davantage de moyens pour la rentrée à venir, dans le cadre d'un plan national pour l'éducation, impératif dans le contexte sanitaire ! Au terme de deux années scolaires particulièrement éprouvantes, la nécessité de doter le service public d'éducation de moyens à la hauteur des ambitions que nous portons pour nos élèves n'a jamais été aussi flagrante.